

Droit de réponse des sections CFDT Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et Solidaires Finances Publiques des Côtes d'Armor, du Finistère, d'Ille et Vilaine et du Morbihan

"Les premières restructurations, dans le cadre du nouveau réseau de proximité (NRP), voulues par le Ministre et combattues par les organisations syndicales de Bretagne, se mettent en place depuis le premier janvier.

Les personnels avec l'ensemble des organisations syndicales de Bretagne se sont opposés à cette réforme dont elles estiment les conséquences désastreuses pour les citoyens : recul du service public, suppressions de services et de trésoreries, suppressions continues d'emplois qui auront pour première conséquence un éloignement accru de l'utilisateur de nos services et ainsi qu'une perte de qualité.

Nous exigeons le retrait de la réforme dite du NRP ainsi que l'arrêt des suppressions d'emplois à la DGFIP.

Ce n'est évidemment pas l'avis du ministre ni celui des directeurs locaux en charge de la réforme dans les départements bretons.

C'est encore moins celui du directeur régional, monsieur Hugues Bied-Charreton qui se permet par voie de presse non pas d'expliquer sa réforme mais de consacrer son interview à une critique stérile des organisations syndicales. Sans doute pour masquer son manque d'argument face à la réforme il préfère accuser les organisations syndicales de « jouer les Cassandre ». Bel exemple de son appétence pour le dialogue.

Comme nous le disait le directeur du Morbihan, "ce sont les suppressions d'emplois qui nous obligent à réorganiser sans cesse nos services". Nous nous demandons donc légitimement où se cache la réelle volonté d'améliorer le Service Public à la DGFIP?

Les organisations syndicales estiment discutable voire insultante la vision que monsieur Bied-Charreton a des usagers fiscaux qui pourraient être en difficulté face aux nouvelles exigences de l'administration. Pointer la population fragile en dirigeant son propos vers « les personnes âgées et les jeunes analphabètes » est non seulement réducteur mais n'honore pas celui qui tient ce discours.

Les organisations syndicales soussignées souhaitent que le directeur régional revienne le plus rapidement possible à un niveau d'écoute plus satisfaisant, plus propice au dialogue et au respect de la place des représentants du personnel."